



BUDGET OU PROVOCATION ?

Malgré la colère qui s'est largement exprimée le 29 septembre par la mobilisation de la fonction publique et des services publics, et qui s'exprime chaque jour dans les lycées, le gouvernement s'entête à vouloir imposer sa cure d'austérité ! Gel des dotations aux collectivités, nouvelles coupes dans l'emploi public (dont 200 aux Finances) à l'éducation ou à l'écologie mais hausse des effectifs de l'armée et de la police,

baisse du CPF, prélèvement de 125 millions sur l'Agence Nationale des Chèques Vacances (soit près de 68 % de ses ressources), etc.... Son projet de budget 2027 a un mot d'ordre simple : prendre aux pauvres pour donner aux riches. Les très grandes entreprises (à partir de plus de 1,5 milliard d'euros de chiffre d'affaires), un temps soumises à une légère hausse

de l'impôt sur les bénéfices, seront dédouanées l'année prochaine d'une partie de leurs obligations fiscales. Cela coûtera plusieurs milliards, que le gouvernement compte compenser en gelant les APL et les allocations familiales, malgré une inflation galopante. Autant de raisons, pour une population qui veut en finir avec des décennies d'humiliation et un avenir catastrophique, de se révolter et de se joindre à la jeunesse en lutte.

UN AUTRE BUDGET EST POSSIBLE !

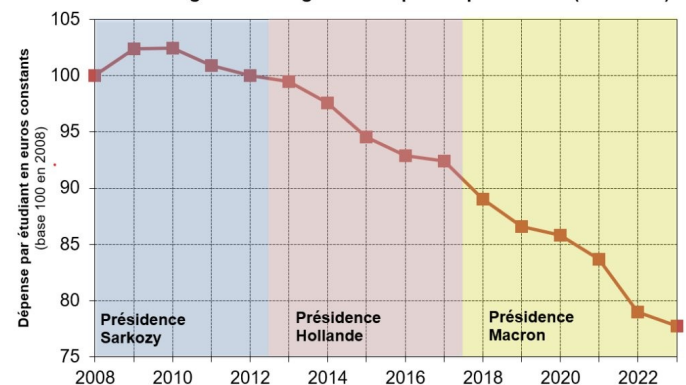
Nos dirigeants nous font croire qu'il n'y a pas d'alternative, pourtant un autre budget est possible, la preuve : le creusement du déficit depuis le début du quinquennat Macron en 2017 s'explique par des baisses massives de prélèvements obligatoires accordées aux entreprises et aux ménages les plus riches. Depuis 2017, ce sont 40 milliards d'euros par an de réductions d'impôts qui ont été accordées aux seules entreprises : 16 milliards au titre de la baisse du taux d'impôt sur les sociétés de 33 à 25 %, 19 milliards pour la baisse des impôts de production et 5 milliards liés à la transformation du CICE en exonérations de cotisations sociales. À cela s'ajoutent les cadeaux fiscaux accordés aux ménages les plus riches, avec la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) et l'instauration du prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital... La CGT Finances revendique une réforme globale et ambi-

tieuse du système fiscal. Il s'agit de renforcer la progressivité de l'impôt sur le revenu et de soumettre les revenus du capital au même barème que les revenus du travail, en supprimant la flat tax... [Retrouver l'ensemble de nos propositions dans ce dossier "Un autre budget est possible"](#)

LES RAISONS DE LA COLÈRE

Plutôt que gazer et frapper nos gamins, on pourrait plutôt regarder les faits : le budget de l'enseignement supérieur a baissé de 22 % en termes réels entre 2012 et 2023 en France, de 15 % depuis 2017.

La chute du budget de l'enseignement supérieur par étudiant (2008-2023)



Lecture : le budget de l'enseignement supérieur par étudiant (une fois l'inflation prise en compte) a baissé de près de 22% entre 2012 et 2023 en France. Entre 2017 et 2023, la baisse est de près de 15%. Sources et séries : Données compilées par T. Piketty et L. Chancel, voir www.lucaschancel.com/etudiants (série mise à jour en mars 2023)

Cette courbe croise assez fidèlement celle haussière des aides aux entreprises ! Un pays qui n'investit pas dans l'éducation de ses enfants est un pays condamné à la régression. Nous n'avons toujours pas de pétrole, mais nous n'aurons plus d'idées !

JUSTICE POUR LES ENFANTS

Pour juger à la va-vite les plus de 5000 mineurs arrêtés (**record historique de gardes à vue dans un mouvement social qui en dit long sur le régime en place**) pour avoir manifesté pour leur avenir, la Justice française suspend les affaires de violences sur les enfants ! Pour se maintenir, ils sont prêts à embastiller, à éborgner, amputer, mutiler des lycéens.e.s. Pour protéger les enfants qui attendent justice, ils traînent, classent sans suite, étouffent et garantissent l'impunité aux agresseurs.

MOBILISATION LE 13 OCTOBRE

Après la mobilisation massive de ce jeudi, [la CGT appelle à renforcer le mouvement mardi 13 octobre, nouveau temps fort](#) fixé par les organisations lycéennes mais également l'intersyndicale éducation. Pour un autre budget, nos salaires, soyons au RDV.